



Bon de Commande « Classement en Meublés de Tourisme »

Je soussigné(e) :

Nom et prénom du propriétaire :

Adresse

Code postal:..... Ville :

Tél:..... E-mail du propriétaire :.....

Demande une visite pour le (s) Meublé (s) situé (s) à :

Adresse:

Et joins à cette demande un chèque à l'ordre de : Gites de France Hautes-Pyrénées d'un montant de :

180 € x 1 meublé = 180 €

+ 120 € x meublé(s) supplémentaire(s) =€

SOIT UN MONTANT TOTAL de€

Pour toute demande de plus de 4 hébergements, nous consulter

J'atteste avoir été informé(e) des tarifs et des modalités de prestation concernant la procédure de classement en meublé de tourisme (**à cocher obligatoirement**).

J'atteste avoir pris connaissance des conditions générales de vente et je les accepte (**à cocher obligatoirement**).

Par conséquent :

- J'accepte que mon hébergement soit soumis au contrôle de l'ensemble des critères référencés dans la grille validée par l'arrêté du 17 août 2010, fixant les normes et la procédure de classement des meublés de tourisme.
- Je retourne les différents documents demandés :
 - o Bon de commande rempli, signé et accompagné du règlement
 - o Formulaire de demande de classement (CERFA n°11819*03) : Un pour chaque hébergement si plusieurs meublés à classer ;
- Je m'engage à vérifier au préalable tous les éléments nécessaires à la classification de mon hébergement et ai conscience que dans le cas où, le jour de la visite, ma structure ne répond pas aux exigences de la catégorie choisie, ma demande de classement ne pourra aboutir.

Fait à :

Le :

Signature :

Conditions Générales de Vente

1. Objet du contrat

Les présentes conditions générales de vente ont pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'Association des Gîtes de France Hautes-Pyrénées, ci-après désigné « Le Relais », propose et assure l'évaluation du ou des meublés de tourisme du propriétaire ou de la personne morale le représentant, ci-après désigné « le propriétaire », ainsi que les démarches administratives y afférant, en vue de l'obtention d'un classement d'un meublé de tourisme, dans le cadre de la procédure réglementaire telle que décrite dans la loi du 22 juillet 2009 et l'arrêté du 17 août 2010. Les présentes conditions générales de vente décrivent les règles de fonctionnement et les obligations réciproques des parties.

Ces conditions constituent le seul accord entre les parties relativement à l'objet de la prestation et prévalent sur tout autre document.

2. Obligations des parties

2.1 Obligations du Relais

Le Relais s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés pour évaluer le ou les biens objets de la visite de contrôle sur des critères relatifs à la grille de classement telle que publiée selon l'arrêté du 24 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 2 août 2010.

Dans ce cadre, il s'engage :

- A fournir, au propriétaire, un rapport de contrôle ;
- A ne pas subordonner son engagement pour la demande de classement à une quelconque adhésion ou à une offre de commercialisation ;
- A effectuer la visite de contrôle dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la réception du dossier dûment complété.

2.2 Obligations du propriétaire

Dans le cadre des présentes, il incombe au propriétaire de faciliter toute opération du Relais dans le cadre de l'évaluation du ou des meublés de tourisme, en cohérence avec la grille d'évaluation de l'arrêté du 17 août 2010.

Ceci implique notamment, pour le propriétaire :

- De remettre au Relais ou à ses représentants, les documents nécessaires à la bonne évaluation du meublé de tourisme,
- De prendre les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution de l'évaluation,
- De fournir des renseignements et informations exacts, sincères et complets au Relais et à communiquer toute information ou renseignement de quelque nature que ce soit, ayant ou susceptible d'avoir un impact sur l'évaluation du ou des meublés de tourisme contrôlés.
- De présenter le meublé, le jour de la visite d'évaluation, en état de location, avec tous les éléments de confort déclarés à la disposition des clients.
- De respecter les délais et rendez-vous prévus par le Relais.

En cas de non-respect de ces obligations, le Relais se réserve le droit de reporter, sans que cela lui soit préjudiciable, la visite de contrôle.

3. Tarifs et modalités de paiement

Le prix de la prestation s'élève à :

- 180 € TTC pour le 1^{er} meublé et 120€ pour les meublés suivants pour un même propriétaire et pour une visite effectuée le même jour.

Le Relais est une association Loi 1901 non assujetti à la TVA. Le règlement de la prestation doit être effectué par chèque, à l'ordre l'Association des Gîtes de France des Hautes-Pyrénées. Il doit obligatoirement être joint au présent bon de commande.

Le Relais :

- s'engage à encaisser le règlement après la visite de contrôle.
- se réserve le droit de refuser toute visite de contrôle au cas où celle-ci n'aurait été réglée au préalable.

En cas de report ou d'annulation d'une visite de contrôle, unilatéralement par le propriétaire le jour même prévu pour la réalisation de cette visite, une somme forfaitaire fixée à 50 €,

correspondant aux frais de déplacement du Relais et de ses représentants, sera facturée et due par le propriétaire.

Si une visite de contrôle ne peut être réalisée du fait du non-respect du prêt requis (surface minimale inférieure à 12m²), la même somme forfaitaire (50€) sera facturée.

Cette condition s'entend à l'exception de cas de force majeure telle qu'elle est entendue par la jurisprudence française.

Si une visite de contrôle est reportée ou annulée unilatéralement par le Relais, une nouvelle date sera arrêtée entre les parties sans qu'aucune somme supplémentaire ne soit demandée au propriétaire.

Le coût de la prestation comprend la visite de contrôle, l'émission du rapport de contrôle et l'envoi du dossier de demande de classement au Comité Départemental du Tourisme.

Le paiement de la prestation ne saurait en aucune manière être lié à l'obtention du classement demandé par le propriétaire.

Les tarifs en vigueur sont modifiables, sans préavis. Le tarif en vigueur, au moment de la commande de la visite, est garanti pour le loueur sous réserve d'avoir adressé son bon de commande de visite de contrôle et le règlement, avant le changement de tarif.

4. Responsabilité

La délivrance du rapport de contrôle liée à l'évaluation d'un meublé de tourisme ne vaut pas, par elle-même, notification de la conformité aux exigences d'une réglementation, nationale ou européenne et, d'une manière plus générale, à des exigences légales autres que celles liées à l'obtention d'un classement en meublés de tourisme, tel que décrites dans l'arrêté du 17 août 2010 et ses annexes.

Le Relais n'a pas pour but, ni ne possède les moyens de vérifier l'application par le propriétaire d'une réglementation autre que celle liée au classement des meublés de tourisme et pour lequel le Relais dispose d'un agrément spécifique.

Le Relais s'oblige à apporter le meilleur soin dans le respect des règles indispensables à l'accomplissement de ses prestations, pour l'exécution desquelles il s'engage à consacrer les moyens nécessaires. Sa responsabilité ne peut être engagée qu'en cas d'erreur ou de négligence, dont il appartient au propriétaire de faire la preuve.

5. Confidentialité

Le Relais s'engage à ne pas communiquer à des tiers, même partiellement, des renseignements dont il a pris connaissance au cours de l'exécution de la présente prestation, à l'exception du Comité Départemental du Tourisme.

Toutes les personnes, prestataires de services ou salariés, impliquées dans le processus de contrôle du ou des meublés de tourisme du propriétaire, sont tenus par un engagement de confidentialité professionnelle.

Conformément aux dispositions de la loi sur l'informatique et les libertés (article 27 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978), le propriétaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concerne. Pour exercer ce droit, le propriétaire s'adresse au Relais.

6. Réclamations

En cas de désaccord, le propriétaire ou son mandataire peut, à tout moment de la procédure, transmettre vos remarques ou réclamations par courrier.

A réception d'une réclamation d'un propriétaire concernant le classement, il sera contacté sous 8 jours ouvrables pour étudier le problème rencontré.

Si une nouvelle visite s'avère nécessaire, elle est gratuite, et sera réalisée dans un délai de deux mois par un autre technicien habilité ou par le référent d'un relais d'un département voisin. En cas de modification du résultat de l'inspection, l'organisme reprend la procédure administrative normale vis-à-vis du Comité Départemental du Tourisme.